

## **Note en réponse aux remarques de l'OGBL, du LCGB, de la CGFP, et de l'UEL à l'occasion de la tripartite du 3 février 2005**

Lors de la Tripartite du 3 février 2005, les partenaires sociaux ont eu l'occasion de remettre des contributions commentant le rapport Fontagné sur la Compétitivité du Luxembourg, ainsi que de faire oralement des commentaires. La présente note apporte les précisions suggérées par ces différentes remarques.

A l'issue de ce premier exercice d'examen de la compétitivité du Luxembourg, il convient tout d'abord de lister les points d'accord et de désaccord sur le bilan et de définir les modalités de mise en œuvre d'un programme d'action.

Concernant le bilan, les points d'accord portent en premier lieu sur le secteur éducation – formation – R&D, où les marges de progrès du Grand-Duché sont importantes. Il en va de même pour tout ce qui contribue au développement de la société de la connaissance et à la diffusion des services associés.

Les désaccords principaux portent sur l'interprétation du récent essoufflement de la croissance, simple « trou d'air », ou indice d'un changement plus fondamental de l'environnement économique du Luxembourg, ainsi que sur la relation productivité – salaires – prix. Sur ce dernier point, il sera difficile d'avancer dans la discussion sans disposer d'une étude en profondeur de la question de la productivité au Luxembourg.

Ces désaccords n'opposent pas simplement l'auteur du rapport Compétitivité, fondant son diagnostic sur l'analyse économique, aux partenaires sociaux, qui disposent d'une connaissance fine du terrain, mais aussi les partenaires sociaux entre eux : ceci souligne que les questions venant d'être rappelées ne doivent pas être éludées et devront faire l'objet d'études spécifiques. Plus généralement, c'est bien l'existence d'un véritable principe d'évaluation des politiques publiques en place qui semble faire défaut.

S'agissant des points de consensus, même si les différentes parties s'accordent sur le diagnostic, les politiques restent à organiser, et sont coûteuses. Le système éducatif est remis en cause par PISA. Ce système éducatif n'est pas seulement inefficace, il est profondément inégalitaire, ce qui est mauvais pour la cohésion et la mobilité sociales et comme facteur compétitif au cœur du processus de Lisbonne. S'accorder sur le diagnostic ne facilite néanmoins pas l'action : il ne s'agit

pas tant de dépenser plus, mais de dépenser mieux, ce qui suppose probablement des réorganisations profondes et difficiles à conduire. Le secteur public peut ici apporter sa pierre à la compétitivité, via une meilleure efficacité de la dépense publique.

Les recommandations faites dans le rapport visaient à lancer la discussion au sein de la Tripartite, avec des propositions innovantes ; mais d'autres approches sont possibles, s'appuyant plus largement sur l'histoire des relations sociales du Luxembourg. On peut assez facilement adapter l'existant aux réalités contemporaines : si les partenaires sociaux sont attachés au maintien de l'indexation automatique pour les plus hauts revenus, on peut conserver le principe actuel de l'échelle mobile mais travailler beaucoup plus dans la direction du développement durable, au cœur des objectifs communautaires, en sortant du mécanisme les produits affectant la santé ou encore l'énergie. Si le principe du salaire minimum formation apparaît inadapté aux partenaires sociaux, on doit lancer évaluation globale des politiques en ce domaine, et réfléchir à un système permettant de résoudre un problème d'employabilité qui n'est pas contesté au sein de la Tripartite.

Le diagnostic macroéconomique étant réalisé, il est maintenant nécessaire d'engager un certain nombre d'études sectorielles ou thématiques spécifiques dont la liste devrait être fixée par la Tripartite. Il appartient en tout cas pour la Tripartite de conclure dans des délais brefs, pour pouvoir préparer un programme d'action « Lisbonne » en fixant ses propres objectifs avec son propre tableau de bord.

La suite de cette note explicite les points soulevés lors de la réunion de la Tripartite de février 2005, explique à nouveau les propositions contenues dans le rapport Compétitivité, enfin propose un programme d'action qui devrait être discuté lors de la Tripartite d'avril.

### **Une forte mobilisation des partenaires de la Tripartite**

On doit tout d'abord se féliciter de la qualité des débats au sein de la Tripartite, et de ce que le thème de la compétitivité soit considéré comme une question centrale par les partenaires sociaux du Grand Duché. Dans la phase préparatoire du rapport, comme à l'occasion de la réunion de la Tripartite de février 2005, un important travail d'étude a été réalisé par l'ensemble des partenaires sociaux, traduisant leur forte implication.

Naturellement, les points de vue divergent sur certains points : les éléments de constat peuvent différer selon que l'on s'intéresse aux indicateurs ex post, plutôt favorables, ou à des indicateurs plus « avancés », comme par exemple la capacité à rentrer dans la société de la connaissance, la

capacité à diversifier le tissu productif, les tensions apparaissant sur le marché du travail, l'employabilité de certaines catégories de salariés ...

Par ailleurs, les solutions préconisées peuvent déranger, dès lors qu'elles remettent en cause des situations inscrites dans l'histoire des relations sociales du Grand Duché.

Enfin les points de vue diffèrent également parce que le même panorama est observé depuis différents promontoires : les représentants de la fonction publique n'hésitent pas à stigmatiser les « canards boiteux » de certaines activités du secteur privé ; les représentants des entreprises notent de leur côté que les « entreprises publiques paient des salaires dont le niveau est démesuré par rapport à la productivité des emplois concernés ». Enfin, les représentants des salariés du secteur privé rappellent que la productivité dépend des salaires, dans une perspective de salaire d'efficience, alors que certains voudraient voir dans les salaires, selon eux, « dès le premier euro versé » une perte de compétitivité des entreprises.

Mais l'essentiel est finalement que le débat ait lieu, et que des positions de consensus puissent être trouvées sur certains points. Nous établissons à la fin de cette note la liste de ces points de consensus, sur lesquels la Tripartite pourrait décider de prolonger l'analyse engagée et de faire des propositions concrètes d'action.

### **La santé « éclatante » du Luxembourg justifiait-elle un check up ?**

La CGFP conteste le constat fait de la situation économique luxembourgeoise, et rejette l'idée d'une perte de compétitivité. Cette approche était attendue, puisque le même type d'arguments avait été avancé lors des rencontres préparatoires au rapport. Cette position est d'ailleurs rappelée dans le corps du rapport : « pourquoi s'intéresser à la compétitivité de ce pays prospère, à la cohésion sociale exemplaire, si ce n'est, sous couvert d'examen d'un concept imprécis, pour proposer des réformes remettant en cause des droits acquis ? ».

Cette position de principe a sans surprise été réaffirmée, dans les contributions écrites comme dans les commentaires oraux du 3 février. Il s'agirait, selon la CGFP de « faire accepter par le salariat des sacrifices importants qui ne se justifient pas au vu de la santé éclatante de la situation générale du pays ».

Trois sujets discutés dans le rapport Compétitivité concentrent ensuite les critiques : l'indexation des salaires et traitements, dont on apprend qu'elle facilite « les ajustements intersectoriels (et

propage) les progrès de la productivité », « l'ouverture de la fonction publique à des étrangers », enfin les « réformes politiques (qui) ignorent à leur tour le besoin d'intégration et d'assimilation ».

Tout en reconnaissant qu'il « est certes indiscutable que nous avons un problème sérieux sur le marché de l'emploi », il s'agit de démontrer que le rapport Compétitivité propose un « démontage social dont le caractère prétendument incontournable aurait été prouvé par la science économique », s'alignant ainsi sur les thèses de la « propagande patronale témoin(ant) d'une cupidité exceptionnelle ». Enfin, la contribution de la CGFP évoque à plusieurs reprises la recommandation d'une baisse de l'impôt sur les sociétés qu'on aura bien du mal à trouver dans le rapport Fontagné (voir par exemple paragraphe 3 de l'*executive summary* et paragraphe 45 dans le corps du texte).

La contribution écrite de la CGFP critique d'ailleurs les développements du rapport Compétitivité relatives à la concurrence fiscale, aux externalités, et à la question des niches (le rapport évoque à ce propos la nécessité d'un nécessaire « nouvel équilibre entre souveraineté et intégration »). Elle indique au paragraphe 55 être attachée à « l'indispensable maintien de la souveraineté fiscale des Etats membres », tout en faisant état page 28 et suivantes d'une « nouvelle concurrence formidable » des nouveaux membres de l'Union, et du « dumping fiscal (qui) laissera dégarnies les caisses des gouvernements », « en raison des taux d'imposition très bas qui y sont appliqués aux bénéfices des sociétés ».

Le rapport Compétitivité notait que le Luxembourg disposait de forts atouts ayant « créé un sentiment généralisé d'isolement des contraintes internationales, voire même des contraintes économiques. Le tout dans un contexte socio-politique propice aux blocages, à l'extraction de rentes, et donc peu enclin aux réformes ». Les pétitions de principe faites au rapport confirment que ce diagnostic était correct. Plutôt que commenter cette approche générale, il nous paraît plus utile de retenir plusieurs points de cette contribution permettant d'avancer.

### **Prolonger le rapport Compétitivité**

Premièrement, la dimension macroéconomique du rapport Compétitivité est soulignée dans la contribution de la CGFP, qui la juge excessive. Le mandat donné pour ce rapport était toutefois celui-ci, précisément pour exclure les questions sectorielles. Le diagnostic d'ensemble étant réalisé, il est probablement nécessaire de poursuivre maintenant l'expertise engagée par un travail au niveau sectoriel : le rapport a proposé de nombreuses pistes en ce sens, et l'une d'entre elles n'aura probablement pas échappé aux auteurs de cette recommandation, s'agissant de « l'efficacité

de la dépense publique ». Il ne revenait pas au rapport Compétitivité d'engager ces travaux, la compétitivité d'une économie restant une notion globale ; le CGFP suggère de mieux dissocier les « secteurs de pointe et les secteurs à la traîne » et ne pas « revendiquer des gâteaux pour tout le monde », ce qui constitue une reconnaissance explicite des ajustements à conduire qui est bienvenue.

Deuxième point d'accord avec la contribution de la CGFP, la volonté d'engager le Luxembourg dans des activités nouvelles à haute valeur ajoutée, et plus généralement d'embrasser la société de l'information et de la connaissance. La CGFP propose que la Tripartite s'empare de ce dossier, proposition qui doit être soutenue dans la mesure où de toute façon le Luxembourg devra faire des propositions concrètes et en assurer le suivi dans le cadre du processus de Lisbonne rénové.

Dernier point, la CGFP qui ne nie pas les problèmes sur le marché du travail (cf. supra), reconnaît que l'employabilité des salariés jeunes et sans qualification est un problème et donc que la mesure proposée à leur endroit dans le rapport « n'est pas à écarter a priori ». Là encore des études plus approfondies doivent être menées au sein de la Tripartite ou dans les Centres de recherche publics, afin de mieux connaître les effets du salaire minimum sur les travailleurs ayant des niveaux de qualification très bas. Nous reviendrons en conclusion sur ce point.

### **Ce que le rapport ne dit pas**

S'il y a convergence entre les remarques de la CGFP et les conclusions du rapport sur la question de l'analyse sectorielle et de la nécessité d'aller de l'avant dans le cadre de Lisbonne, la contribution écrite du syndicat se méprend sur la question de l'indexation et du salaire minimum. Non pas que les recommandations du rapport Compétitivité soient mal formulées, comme cela a pu être suggéré, mais parce qu'il est plus commode de s'abriter derrière une incompréhension apparente afin de ne pas discuter du fond du sujet. Répétons-le : le rapport Compétitivité ne propose pas de réduire le salaire minimum ; il ne propose pas de supprimer l'indexation ; il ne propose pas non plus de réduire les salaires pour retrouver une position concurrentielle perdue dans des activités de main d'œuvre confrontées à la concurrence des pays à bas salaires. Or on peut lire par exemple dans la contribution de la CGFP « en proposant que la conférence tripartite abolisse l'indexation des salaires (...) le Professeur Fontagné ... » (paragraphe 113).

### **La cohésion sociale et comment y parvenir**

L'OGBL-LCGP a également fourni une contribution tout à fait conséquente, remplaçant le rapport Compétitivité dans des attendus plus larges reflétant les positions des deux syndicats. Le

document, intitulé « pour un modèle social sans faille », faisant écho sans doute à la « paille » évoquée par le rapport Compétitivité, s'étonne dans sa préface qu'un rapport sur la Compétitivité semble « vouloir remettre en cause des aspects de la cohésion sociale et du bien être au Grand Duché ».

Le rapport Compétitivité affirme à plusieurs reprises très exactement l'inverse et ne propose aucune mesure susceptible de réduire le bien être ou la cohésion sociale, sauf à considérer qu'assurer une meilleure employabilité, renforcer la formation ou donner un droit à la formation à tous soit de nature à remettre en cause la cohésion sociale. Le rapport Compétitivité n'affirme-t-il pas : « L'approche adoptée à Lisbonne a surtout le mérite de rappeler que l'idée d'un nécessaire arbitrage entre modèle social et compétitivité est trompeuse. La compétitivité n'est pas un objectif ultime de la politique économique mais simplement un objectif intermédiaire. L'objectif ultime reste le bien être de la population, lequel pondère différemment les objectifs de réduction des inégalités, de lutte contre la pauvreté, d'importance du filet social ou de protection maladie selon les préférences collectives ».

Ce point ayant été visiblement mal compris, il est utile de reprendre les attendus et les conclusions du raisonnement du rapport Compétitivité. Les politiques de compétitivité doivent donc tenir compte de ce que l'environnement international est en profonde mutation.

Première idée, l'environnement économique du Grand-Duché est en profonde mutation : le progrès technique change de nature, et avec lui les modalités du renouvellement des secteurs moteurs de l'économie. La référence à Schumpeter et à la destruction créatrice est utile : en termes simples, les atouts des économies compétitives sont aujourd'hui la capacité à réagir rapidement, la possibilité de s'appuyer sur un marché du travail très fluide, le dynamisme de la démographie des entreprises grâce à des entrées-sorties facilitées par l'intensité de la concurrence. Ces éléments de constat ne sont pas des considérations académiques : il s'agit du constat fait par l'Union européenne, fondant le processus de Lisbonne auquel le Luxembourg participe pleinement. La deuxième dimension importante concerne l'environnement mondial du Grand-Duché, lui aussi en profonde mutation.

### **Un nouveau contrat social**

Ces nouvelles conditions de la croissance et de la concurrence sur les marchés mondiaux ont modifié les termes du compromis social, en favorisant les pays s'étant orienté vers des modèles favorisant les mécanismes du marché. Du même coup, le retard de l'Europe en matière de

réforme (et non d'abandon) de son modèle social aura freiné sa croissance potentielle : l'exemple typique est ici les retraites, sujet que les pays membres vont devoir pour la plupart d'entre eux traiter dans un avenir assez proche.

Le rapport Compétitivité insiste sur la différence entre l'approche de la Commission européenne, à laquelle il se rallie, et les « politiques compétitives » s'appuyant sur le moins disant social. La préservation du modèle social européen a un coût en terme de croissance si l'on ne déplace pas les contraintes pesant sur lui : employabilité, productivité, innovation, formation, réactivité. Un rapport sur la Compétitivité ne doit pas se limiter à engranger les performances passées : il doit poser la question de la soutenabilité de l'équilibre socio-économique actuel.

Répetons-le, le propos du rapport Compétitivité n'est pas de dire que les performances ont été mauvaises (le Luxembourg est plus riche que les Etats-Unis ! et le rapport parle d'un « îlot de prospérité ») mais de souligner que des ajustements sont nécessaires, et qu'il est plus facile de les opérer « à froid », de façon concertée, pendant que le Grand-Duché peut financer sans difficulté un accompagnement social des nécessaires réformes. Citons le rapport : « le changement et la réforme sont nécessaires au Luxembourg, comme dans les autres pays européens, en raison du bouleversement des conditions internationales imposant d'adapter le modèle compétitif pour préserver le modèle social ».

Le débat sur l'erreur d'analyse du rapport quant à la compétitivité du Grand-Duché sera finalement remis dans sa juste perspective par cette dernière citation résumant le débat, et anticipant les réactions des partenaires sociaux à la publication du rapport : « au Luxembourg, les conditions économiques générales sont suffisamment bonnes et la compétitivité suffisamment préservée pour que la nécessité de la réforme soit une idée difficilement partagée par l'ensemble des partenaires sociaux. Or ces bonnes conditions faciliteraient la réforme en en « lissant » les conséquences individuelles ».

### **Le salaire minimum réclame un arbitrage empirique**

S'agissant du salaire minimum, le rapport Compétitivité avance deux idées force. Premièrement, le principe du salaire minimum n'est pas discutable. Deuxièmement, un pourcentage élevé des salariés rémunérés au salaire minimum est l'indice d'un mauvais fonctionnement du marché du travail.

Sur le premier point, le rapport Compétitivité est explicite : le salaire minimum « à vocation redistributive a des justifications bien établies (...). Il assure en particulier aux salariés ayant une

faible productivité, faute de qualification professionnelle par exemple, ou ne pouvant pas donner le « signal » de leur expérience professionnelle à d'éventuels employeurs (les jeunes) un niveau de vie décent. Il évite un trop grand élargissement du spectre des rémunérations, conséquence attendue du progrès technique et de la mondialisation. Il fait enfin bénéficier les salariés défavorisés du progrès technique dès lors qu'un principe d'indexation (formel ou non) sur les salaires moyens de l'économie est introduit. De façon moins certaine, (...), il peut jouer un rôle de soutien de la demande en distribuant plus de revenu aux ménages dont la propension à consommer est très forte ».

Les malentendus étant écartés, intéressons-nous aux éléments de la Contribution OGBL-LCGB permettant de faire avancer le débat au sein de la Tripartite.

Premier élément important, la discussion serrée conduite dans cette Contribution quant à l'impact du niveau du salaire minimum sur le marché du travail. La Contribution syndicale souligne que le coût de la vie est très élevé dans le Grand-Duché. Argument qui doit être nuancé si l'on considère que les salaires non qualifiés ont un impact sur le prix des activités abritées qui contribuent au coût de la vie (les produits exposés à la concurrence internationale ne sauraient être plus coûteux qu'ailleurs). La partie la plus stimulante de l'argumentaire étudie la relation salaire minimum – emploi – chômage. On sait que seul un travail empirique permet de trancher, puisque la théorie ne le fait pas. Dans la poursuite de ce débat, que l'OGBL et le LCGB ont le mérite d'aborder sans faux-fuyant, il convient donc de pouvoir conduire une étude fine sur le Luxembourg, dont les résultats seraient soumis à la Tripartite. Le rapport Compétitivité ne propose d'ailleurs pas, répétons-le, de diminuer le salaire minimum.

Deuxième élément important, dans leur commentaire du projet de Tableau de bord de la compétitivité, l'OGBL et le LCGB notent que les indicateurs proposés sont trop statiques et donc qu'une approche dynamique est nécessaire. On doit donc encourager l'Observatoire de la Compétitivité, au sein de la Tripartite, à fixer une liste stable (réduite) d'indicateurs dont le suivi pourra être assuré année par année afin de constituer des séries susceptibles de mesurer les progrès du Grand-Duché. Toujours à propos des indicateurs, la Contribution regrette l'absence de dimension sectorielle. Cette remarque rejoint celle de la CGFP, mais plaide plutôt pour des études sectorielles séparées, que pour l'alourdissement d'un tableau de bord probablement déjà surchargé.



## **Une dissonance entre compétitivité ex ante et performances macroéconomiques**

Dans sa Contribution, l'UEL s'intéresse tout d'abord à la « disparité entre la position compétitive de l'économie luxembourgeoise dans les rapports d'expert et les performances macroéconomiques du pays ». Naturellement, le rôle du secteur financier est au cœur du sujet. Les évolutions réglementaires au niveau européen, et le changement d'attitude par rapport à la question de la souveraineté : « il y a une certaine urgence à prendre conscience que le Luxembourg a vécu en grande partie de l'inégalité des conditions légales dans un marché unique, dont les libertés fondamentales lui garantissaient une grande marge de manœuvre ». La Contribution évoque un phénomène de *Dutch Disease* à propos de la manne financière.

Afin de mieux préparer les ajustements nécessaires, l'UEL estime qu'il conviendrait d'aller plus loin dans l'analyse que ne le fait le rapport compétitivité, restant trop global par nature. Il s'agirait de compléter le rapport sur les aspects sectoriels ou thématiques (marché du travail, réglementation). La dimension régionale de l'analyse, pour laquelle certaines statistiques sont disponibles, devrait être intégrée. La question de la soutenabilité financière des régimes de pension devrait être évaluée.

Par ailleurs, l'UEL pense qu'il faut synthétiser le tableau de bord, ou au moins en tirer une version compacte directement utilisable pour le décideur, dans la perspective d'un « *balanced scoreboard* » identifiant quelques objectifs stratégiques dont le suivi devrait être assuré en priorité.

Enfin l'UEL souhaite que soit entreprise une analyse approfondie de la compétitivité luxembourgeoise, notamment dans le domaine des services où ce type d'analyse est particulièrement ardu.

## **Retour sur les dix propositions du rapport Compétitivité**

Arrivé à ce point, il est probablement utile d'énoncer à nouveau les propositions du rapport Compétitivité, tant la discussion sur les principes a éloigné du contenu réel de ce rapport.

Première proposition : développer l'éducation supérieure et la recherche. L'ensemble des partenaires de la Tripartite nous semble s'accorder sur ce premier objectif, au vu des contributions remises.

Deuxième proposition : former les moins qualifiés et améliorer leur employabilité ; il s'agit du chéquier formation. La mesure elle même peut faire débat quant aux modalités concrètes proposées, qui visent surtout à en assurer l'appropriation par les intéressés, ou encore quant à la

difficulté à former cette catégorie de population n'ayant pas toujours assimilé les apprentissages de base, mais là encore il nous semble que la Tripartite est plutôt favorable à une action en ce sens.

La troisième direction de travail concerne l'instauration d'un Salaire Minimum Formation. L'Etat finance une partie du salaire payé par l'entreprise et la formation est rémunérée au salaire minimum par l'Etat en débitant le chéquier formation de l'intéressé. La mesure est présentée par certains partenaires sociaux comme un moyen déguisé de baisser le salaire minimum : il s'agit du contraire, puisqu'elle permet d'offrir le salaire minimum (au niveau actuel) à des salariés qui n'en auraient pas bénéficié puisqu'ils n'auraient pas été embauchés. Il convient ici de dépassionner le débat.

La quatrième mesure propose de moduler l'échelle mobile par un crédit formation et la mise en place d'un compte individuel d'épargne formation. A la différence du salaire minimum, non affecté par la proposition précédente, il s'agit bien ici de modifier le fonctionnement actuel du système d'échelle mobile, en en réservant l'application intégrale aux plus défavorisés, sur lesquels l'effort social devrait porter en priorité. Il ne s'agit donc pas de supprimer l'indexation, mais d'en modifier les principes. Cette mesure fait polémique dès lors que l'on considère que c'est l'Etat, et non le marché qui détermine les salaires. Cette vision du marché du travail continue à surprendre un expert indépendant.

La proposition suivante concerne la déréglementation du secteur des technologies de la communication et de l'information au Luxembourg. Les détracteurs de cette mesure gagneraient à pouvoir disposer d'études empiriques détaillées à opposer à l'évidence que la concurrence est généralement un régime préférable, en particulier pour le consommateur et pour la diffusion des nouvelles technologies de communication.

La proposition de favoriser la création d'entreprises rejoint les orientations récentes du Gouvernement du Grand-Duché et ne devrait donc pas susciter de réaction autre que de soutien au sein de la Tripartite.

La proposition de demander à l'Administration d'apporter sa contribution à la compétitivité, en renforçant l'efficacité de la dépense publique ne saurait choquer les représentants des salariés du secteur public confiants dans sa réactivité et attentifs à la qualité du service rendu.

Les dernières mesures proposées, s'intéressant à l'équilibre socio-politique devant être modifié dans un sens « pro-réformateur », n'attendaient pas d'adhésion spontanée, par construction. Le

rôle d'un expert indépendant est précisément de souligner les difficultés de fond quant au processus de réforme, non de prendre parti. Les nombreuses réactions suscitées par le rapport Compétitivité soulignent que l'objectif de renouvellement du débat sur ce sujet a été atteint ; il reste maintenant à replacer ce débat au sein de la Tripartite et à avancer de façon dépassionnée.

### **Une méthode d'action**

Une méthode efficace pourrait articuler plusieurs niveaux d'action.

Le principe des études sectorielles à réaliser étant acquis, nous ne revenons pas ici sur ce point, la liste devant en être définie par la Tripartite.

Mis à par la définition de cette liste, la priorité est probablement de définir une liste réduite d'indicateurs prioritaires, dont la disponibilité statistique est assurée sur moyenne période. Ces indicateurs constitueraient le cœur du dispositif d'alerte de la Tripartite et à travers elle du gouvernement. Il conviendrait que ce dernier s'engage sur une action lorsqu'un indicateur se dégrade fortement.

Encore convient-il pour agir efficacement de disposer d'une information plus complète, d'où l'intérêt d'un ensemble d'indicateurs approfondis, en plus grand nombre, détaillant les observations faites au premier niveau.

On devrait également envisager la présence d'indicateurs satellites (tableau de bord de l'innovation, tableau de bord du développement durable par exemple) n'appelant pas quant à eux une action immédiate du gouvernement, mais assurant une information thématique encore plus complète et visant à ne pas enfermer la discussion de la compétitivité au sein de la Tripartie dans une perspective réductrice.

Lionel Fontagné

15.04.2005